



## Illustration

### **Pierre CALAME :**

Je vais vous illustrer, à partir d'un des éléments – on n'aurait pas le temps de les parcourir tous – cet effort de désignation et ça va nous aider à comprendre ce qu'on pourrait appeler les colonnes de l'Atlas.

C'est à la fois trivial, vous me direz « mais enfin, il n'y a quand même pas besoin d'une conférence pour nous raconter ça, on le sait par cœur ». Je voudrais juste vous dire que le fait de le nommer, de le lister, n'a rien de trivial. D'abord, un territoire, c'est une société. C'est un capital humain. C'est un capital humain avec une organisation sociale, avec un capital humain, des niveaux de formation, des niveaux de compétences, la manière dont ils sont entretenus. Mais c'est aussi des inégalités sociales qu'il va falloir traiter. Ce sont aussi des conflits sociaux qu'il faut regarder en face. Conflits sociaux pour l'accès aux sols, pour l'accès aux logements, pour l'accès aux services. On n'est pas dans des histoires de Bisounours. Les choses, quelquefois, sont faites dans la lutte. Qu'en est-il sur un territoire donné ? Mais c'est aussi toute autre chose qu'une société homogène. Nos territoires – ce n'est pas à vous que je l'apprendrai – sont maintenant les territoires de l'université culturelle. Comment on le décrit, ça ? Enfin, ce sont accessoirement des modes de vie qui s'organisent sur un territoire, qui sont propres ou non à chaque communauté culturelle. On parle assez du choc entre les modes de vie, mais c'est aussi la question de ce que ces modes de vie absorbent en énergie. C'est toute la question de la compatibilité entre nos modes de vie et l'avenir de la planète, et l'avenir de nos écosystèmes. C'est d'abord un capital humain et c'est une société sur un territoire.

C'est ensuite une économie et un capital économique. Il faut être en mesure de décrire la structure économique des territoires. Il est évident qu'une ville industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle et une métropole régionale, nationale ou une ville de standing de statut directement international ne sont pas organisées de la même manière. Il y a une interaction – puisque l'on parlait de relations – qu'il faut décrire entre la structure économique et la structure sociale. Mais c'est aussi le fait que nos territoires sont insérés dans l'économie mondiale, sont traversés par des filières mondiales de production, soit parce que les unités économiques qui sont sur le territoire participent à ces filières mondiales, soit aussi – et très banalement – parce que la plupart des flux de marchandises qui rentrent dans un territoire sont issus de filières mondiales. Allez dans le supermarché du coin, cherchez à acheter un vêtement qui ne soit pas made in china. Vous allez chercher longtemps dans les rayons ! Le territoire est donc complètement pris dans l'économie mondiale. Comment on le décrit ? À l'occasion des modes de vie du territoire, comment on comprend quelles filières mondiales sont mobilisées ?

Ensuite, c'est la question des atouts économiques des territoires. On a beaucoup parlé de pôles de compétitivité, en disant « Dans une économie mondialisée, si on n'est pas capables d'organiser les savoir-faire, de combiner recherche, développement et production, si on n'est pas attentifs à la valorisation des rapports ville-campagne, du rapport entre la ville et ceux de l'hinterland, on passe à côté de quelque chose d'essentiel ». Il fut un temps, vous vous en souvenez, où la réponse presque automatique était « On va faire des zones industrielles ». Pour les villes les plus grandes, il y a 15 ou 20 ans, c'était « On va faire des technopôles ». Puis après, on s'est mis à parler de systèmes productifs locaux. Il faut décrire tout cela. Vous

le savez bien, dans l'évolution de la structure de nos villes, les supermarchés, la grande distribution, les grandes enseignes se sont mis à prendre une place considérable, jusqu'à parfois vider littéralement les centres villes de ce qui était leur vocation commerciale. Dans économies et territoires, il faut être en mesure de décrire ce que sont ces structures, ce que sont les révolutions.

Ce sont aussi des structures foncières, des marchés fonciers, des phénomènes de spéculation, ou sinon d'établissements des niveaux de prix. D'un territoire à l'autre, la place de la propriété publique et de la propriété privée est très différente. La concentration de la propriété foncière peut être extrêmement différente, l'organisation des marchés fonciers est complètement différente, aussi. Il faut donc pouvoir identifier cette dimension. Puis bien sûr, l'emploi et le marché de l'emploi. Une grande partie des questions de transport sont liées aux migrations alternantes, à divergences de localisation des zones d'emploi et des zones de résidence. Puis il y a une dynamique propre du marché de l'emploi. Vous savez bien que l'une des dimensions fondamentales de la métropolisation, c'est la création de marchés de l'emploi comportant une très grande diversité de compétence, par opposition à des villes plus petites ou plus spécialisées, où il sera extrêmement difficile de trouver un cadre financier, parce qu'il faut en même temps offrir de l'emploi à son épouse et que le marché de l'emploi n'est pas suffisamment diversifié, pas suffisamment riche pour y parvenir. Il faut donc être capable de décrire cet emploi et ce marché de l'emploi autrement que sous l'angle de l'exploitation localisée des statistiques de l'INSEE. Il faut comprendre comment ce marché de l'emploi s'organise. Si on veut réfléchir à une politique de formation professionnelle, bien entendu qu'il faut avoir une compréhension fine de ce qu'est ce marché de l'emploi. Puis, n'oublions pas que l'on ne parle pas que de villes. Il y a toute la dimension de l'agriculture et de la production agricole.

Deuxième colonne : économie et territoire. Vous voyez que déjà, rien que quand il s'agit de décrire les éléments constitutifs des territoires, on est obligés de rentrer dans le détail. Sinon, on reste dans les banalités.

Troisièmement – on l'a assez dit – un territoire, c'est un écosystème. C'est un capital naturel. Quels moyens intellectuels on se donne ? Comment on nomme ? Comment on raconte un écosystème territorial ? Comment on raconte et on mesure son empreinte écologique ? C'est-à-dire, vous savez, au fond, combien d'hectares il faudrait pour entretenir le mode de vie sur ce territoire. C'est des ressources naturelles qu'il faut décrire, puis il faut rentrer un peu dans le détail. L'eau et le territoire, il est évident que l'on en a assez parlé, encore récemment, avec les inondations. Mes régimes hydriques des territoires sont très différents les uns des autres. Il y a des territoires pour lesquels la question de la rareté de l'eau et la capacité à mobiliser des ressources extérieures est fondamentale, puis il y a d'autres territoires où ce n'est pas du tout le problème. Le défi de l'air et des territoires, l'état à l'état, mais y compris en liaison avec les caractéristiques locales climatiques, les sols et l'énergie, la biodiversité et, *last but not least* dans notre liste, puisqu'on vient de passer la COP21, la question du climat. Voici pour la troisième colonne des écosystèmes.

Quatrième colonne : ce qu'on appelle le capital matériel du territoire. C'est le plus visible, évidemment, sur le territoire, ce sont des équipements collectifs, ce sont bien sûr l'habitat, avec le marché du logement qu'il faut comprendre. D'un territoire à l'autre, l'organisation du marché du logement est totalement différente, selon le poids du collectif et de l'individuel, selon la concentration de la propriété immobilière, le rôle des structures publiques, le rôle des investisseurs institutionnels. Il n'y a pas deux territoires qui se ressemblent. Encore faut-il se mettre en mesure de décrire ça. Ce sont ensuite des réseaux qui, dans l'Europe d'aujourd'hui, peuvent connaître des destinées très différentes. Dans certains cas, le grand défi, c'est l'extension des réseaux pour suivre l'étalement urbain ou pour suivre la dynamique démographique. Dans d'autres cas, le problème qui se pose est celui de la gestion de

réseaux dans des villes à la demande en train de se réduire. C'est ce qu'il se passe beaucoup en Allemagne, si vous voulez. Il y a une demande en eau, par exemple, qui se réduit, qui met les gestionnaires devant des défis de nature totalement nouvelle. Il faut donc être en mesure de décrire ça.

Les espaces publics, évidemment, sont tout à fait essentiels, leur conception, leur organisation, leur place, leur concentration, à l'échelle du quartier comme à l'échelle de l'agglomération, et puis les paysages, une question qui était relativement peu traitée dans le passé. Maintenant on comprend – ce qui est une évidence – à quel point, au-delà de toutes les actions qu'on peut mener en matière de logement, d'infrastructures, de transports, d'espaces publics, au bout du compte, on crée un paysage riche, pas riche, diversifié. On l'a vu apparaître il y a une vingtaine d'années avec la question des entrées de villes, quand on a vu à quel point nous enlaidissons nos villes, détruisons les paysages. Maintenant, c'est reconnu comme une dimension à part entière, fondamentale, de l'aménagement urbain. Il y a donc une capacité à décrire le capital matériel.

Capacité ensuite à décrire le capital culturel, ou le capital immatériel. Cela comporte, là aussi, des éléments évidents, visibles. Le patrimoine historique des territoires, tout le monde comprend ce que c'est, le voit. Un peu moins visible, le patrimoine culturel. Nous voyons que beaucoup de villes ont maintenant le souci d'identifier, de repérer des savoir-faire, des habitudes, des aptitudes qui peuvent parfaitement se perdre et de plus en plus c'est reconnu aussi comme un facteur d'attractivité du territoire, et pas seulement la qualité des lycées ou l'existence de lieux de loisirs culturels, mais plus fondamentalement, la richesse culturelle du territoire.

Puis, il y a deux autres dimensions qui sont j'allais dire plus nouvelles – je vous en ai parlé – qui fondent souterrainement la richesse d'un territoire, c'est son capital immatériel. Le capital immatériel, c'est tous ces apprentissages de la coopération qu'on ne sait pas beaucoup décrire. C'était une question en général ignorée. Or, l'expérience prouve que dans la capacité d'un territoire à agir, il y a à identifier précisément ces systèmes de relations issus du passé, ces apprentissages issus du passé, qui vont être une richesse peut-être plus importante encore que le visible, que les réseaux ou les équipements collectifs. Tout ça détermine très largement les capacités d'adaptation d'un territoire – ce qu'on appelle aujourd'hui par un mot à la mode, mais tout à fait juste, sa résilience - sa capacité à rebondir, sa capacité à saisir des opportunités. Tout ça, il faut le décrire.

Puisqu'un territoire, c'est un système vivant avec son métabolisme, il faut être en mesure de décrire les flux. Évidemment, quelle est la ville qui n'aurait pas ces outils de comptable sur les flux de transports en commun ou sur les déplacements automobiles ? Ces flux-là, on sait assez bien en général les décrire. Encore que la connaissance des flux de piétons ou de cyclistes reste encore parfois faible. Il n'est pas toujours courant de décrire à la fois les déplacements à l'intérieur et les échanges avec l'extérieur. On sait décrire bien sûr ce qui rentre, ce qui sort de la ville, pas toujours clairement ce que ça implique comme flux de transports.

J'ai parlé à ce sujet, dans des conférences précédentes, du voile monétaire. Le fait d'utiliser le même euro pour des choses très différentes nous rendait ignorants du réel métabolisme territorial. Est-ce que vous êtes en mesure de décrire les flux d'argent ? Qu'est-ce qui circule, à l'intérieur de la ville ? Quels sont les échanges avec l'extérieur ? Pour quoi faire ? Les travaux des géographes, bien entendu, ont montré dans un pays comme la France toute l'importance de la redistribution. Il est évident que 90 % des territoires en France ne survivent ou ne vivent que par l'afflux d'argent de plus en plus lié aux retraites, à la Sécurité Sociale, aux services publics, etc. Comment est-ce qu'on décrit ça ? Cela devient moins banal. Il est fondamental de désigner cet objet pour commencer à le mesurer. Croyez-moi,

ce qu'on ne désigne pas, on l'oublie. L'oubliant, il est assuré qu'on ne mesurera pas. C'est ensuite des flux de matières. Il n'y a pas que les déchets, il n'y a pas que les transports de marchandises. Comment on analyse ces flux d'échanges ? Comment on les décrit ?

Puis, ce sont de plus en plus des flux d'informations et de comprendre là aussi la capacité d'un territoire à faire circuler l'information. Il ne suffit pas de dire « On a accès à Internet ». Qu'est-ce qu'on en fait ? Comment on organise ces flux ?

Concernant ces six questions, la société et le territoire, l'économie et le territoire, l'écosystème et le territoire, le capital matériel du territoire, son capital culturel immatériel et ses flux, vont en gros vous donner, dans cette construction de matrice simplifiée – qui va nous permettre de bien regarder les questions les plus importantes – vont être la matrice intellectuelle de l'ensemble de ce treillis à construire, ce que j'appelle les deux modes d'entrée canoniques, les lignes et les colonnes qui vont construire, si vous voulez, le grand repère de l'Atlas relationnel.